



Les chemins du savoir

Les gouvernements qui souhaitent mettre en place des politiques efficaces à l'appui de leurs efforts en matière de développement doivent souvent recourir aux services d'experts indépendants. L'expérience de trois consortiums de recherche financés par le CRDI et qui interviennent dans des contextes différents donne un aperçu des méthodes fructueuses pouvant mettre à profit les compétences extérieures.

« Celui qui entend réaliser de grandes choses ne devrait pas les entreprendre seul. »
Sénèque le Jeune

LA RECHERCHE BIEN APPLIQUÉE

Le défi sur le plan du développement : trouver le juste conseil

Les économies modernes posent un défi de taille à l'art de gouverner aujourd'hui. Autrefois, les politiciens, parfois conseillés par des personnes influentes pouvaient gouverner simplement en se laissant guider par leurs principes personnels, leur inclinaison idéologique et, à l'occasion, en acquiesçant à des demandes venant d'intérêts privés. De nos jours, cependant, il est impensable de vouloir diriger une grande économie sans l'aide permanente de conseillers techniques spécialisés.

La plupart des gouvernements comptent, jusqu'à un certain point, sur des tiers habilités

à fournir les connaissances scientifiques nécessaires pour étayer l'élaboration des politiques économiques. Comme on peut s'y attendre, les compétences locales font souvent défaut dans les pays

pauvres. D'ailleurs, même les gouvernements des pays industrialisés ne parviennent pas à réunir toutes les compétences nécessaires à l'interne.

Souvent, les organismes voués au développement financent les services de consultants expatriés, mais ce recours constant à des compétences extérieures peut freiner le renforcement des capacités locales. En outre, les consultants proposent souvent une panoplie de méthodes et d'hypothèses éprouvées susceptibles, au fond, de reléguer au second plan les problèmes particuliers du client.

L'idée : des réseaux de savoir locaux

Au fil des ans, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a favorisé la création de centaines de réseaux de savoir dans le but de promouvoir la recherche appliquée dans les pays en développement. Aujourd'hui, le Centre cultive ces alliances à dessein, y voyant des moteurs d'apprentissage.

L'activité fondamentale de ces groupes est la recherche au service du développement. Ils stimulent le brassage d'idées, font connaître les résultats des travaux, influencent les politiques gouvernementales et renforcent la capacité de recherche. Ces forums sont composés d'une

telle diversité d'organismes et de personnes que la collaboration est d'une souplesse remarquable. De plus, ils sont dotés des outils nécessaires pour s'attaquer à toute une gamme de problèmes économiques.

Il était donc logique que le CRDI ait recours au modèle des réseaux pour contrer le manque de compétences locales en matière de politiques économiques dans les pays en développement. Dans le cas de trois initiatives d'envergure lancées en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et en Afrique, le CRDI a montré de la persévérance et a offert un appui soutenu à des réseaux pionniers. Chacun d'entre eux a su exploiter les capacités de recherche locales de manière à répondre aux besoins locaux.

L'impact : la création d'assises au Vietnam

Le Réseau de recherche économique du Vietnam (VERN) exerce ses activités dans un contexte où l'exécution d'analyses indépendantes représente une nouveauté. Il n'y a pas si longtemps, en effet, toutes les politiques publiques du Vietnam émanaient du régime unipartite qui était en place. Contrairement aux réseaux semblables d'autres pays en développement, le VERN et ses prédécesseurs sont partis de zéro.

Ainsi, bien qu'il s'adonne à la recherche appliquée et au renforcement des capacités, le VERN a pour rôle particulier de conseiller directement les décideurs gouvernementaux. Non seulement sa contribution accélère-t-elle la création des institutions essentielles à une société industrialisée moderne, mais elle renforce également les compétences locales nécessaires au maintien de la croissance économique.

C'est en 1991 que le Vietnam a entrepris une réforme en profondeur, le Đổi Mới (reconstruction), passant d'une économie centralisée à une économie de marché. Le pays a alors commencé à s'ouvrir et à s'intégrer aux institutions économiques régionales et internationales. De ce fait, au cours des deux dernières décennies, le Vietnam a connu une croissance rapide et étendue et il est parvenu à réduire sensiblement la pauvreté.

Cependant, cette transition radicale était compromise par le manque de personnel qualifié en mesure d'exécuter des analyses de

« La contribution fondamentale du VERN est l'instauration d'une culture d'interaction entre la recherche et les politiques. Le VERN a lancé ce processus, et il aide à le maintenir. »

Dang Nhu Van (Cam Ly), chercheur et ancien directeur adjoint, VERN



CRDI : Ramona Ramlochand

politiques en se fondant sur des données probantes. Dès le début, le CRDI a appuyé des réseaux de recherche voués au renforcement des capacités du Vietnam à cet égard. Le VERN est le tout dernier. Créé en 2002, il est assuré du soutien financier du CRDI au moins jusqu'en 2009. Le réseau regroupe un petit nombre d'équipes de recherche composées d'universitaires vietnamiens de premier rang, parmi lesquels bon nombre de jeunes et de femmes.

Le VERN offre des conseils et de la formation en méthodologies dans le but de créer une « communauté de recherche ». Ses travaux axés sur la recherche appliquée visent à faciliter l'émergence d'institutions nationales et de structures de gouvernance, nouvelles au Vietnam. Les exposés de politique qu'il a préparés à la demande du gouvernement ont aidé le pays à mener à bien des changements fondamentaux. Ainsi, pendant la période qui a précédé l'adhésion du Vietnam à l'Organisation mondiale du commerce en 2006, le réseau s'est employé à désamorcer les tensions que faisait naître la volonté d'assurer la compétitivité en même temps que la hausse de l'emploi et la réduction de la pauvreté.

Fort de sa réussite, le Vietnam s'est fixé comme objectif de passer du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire d'ici 2010. Le CRDI espère qu'entre-temps le concept qui sous-tend le VERN pourra se répandre à l'échelon infrarégional et être appliqué notamment au Laos et au Cambodge.

Sur le terrain : enrichir les débats au Pérou

Le Consortium de recherche économique et sociale (Consortio de Investigación Económica y Social — CIES) a vu le jour au Pérou dans l'instabilité qu'a connue le pays au cours des dernières décennies du xx^e siècle.

Créé en 1989 grâce au soutien du CRDI et de l'Agence canadienne de développement international, l'organisme s'est d'abord concentré sur l'analyse des questions économiques et sur le maintien de la capacité de recherche étant donné l'exode massif des professionnels et des universitaires. En 1999, les enjeux sociaux sont venus élargir la mission du CIES, et ce dernier s'est attaché davantage à mobiliser la capacité de recherche dans le but de favoriser les débats publics. Aujourd'hui, cet organisme-cadre privé compte plus de 30 membres.

Le CIES et le VERN présentent à la fois des différences et des ressemblances. Le CIES est plus grand, et il regroupe des organismes plutôt que des particuliers. Mais les deux consortiums ont une portée nationale, visent l'exécution de recherches d'excellente qualité susceptibles d'avoir une incidence sur les politiques et appuient la formation et le renforcement des capacités des chercheurs. Toutefois, la ressemblance fondamentale réside dans le fait que, tout comme le VERN, le CIES a adapté sa stratégie en fonction du contexte dans lequel il évolue.

Le CIES intervient dans un milieu où existe une culture politique pluraliste, et il cherche par conséquent à collaborer à la fois avec les responsables des politiques et avec les membres de la société civile. Il fait preuve d'initiative en appuyant les recherches effectuées par ses membres, en diffusant les résultats et en lançant des débats publics.

Le CIES a une assise suffisamment large pour être en mesure de repousser toute accusation de parti pris idéologique. La crédibilité dont il jouit lui a permis de jouer un important rôle non partisan lors des élections générales au Pérou en 2006. Le Consortium a commandé des documents de réflexion sur 10 sujets cruciaux en matière de politiques publiques, puis il a publié ces documents qui ont servi de cadre au débat électoral. Il a en outre invité les candidats à débattre des enjeux.

De 1999 à 2005, le CIES a appuyé plus de 300 projets de recherche réalisés par ses membres. Grâce à ses travaux, il a haussé de manière considérable les attentes de la population du Pérou à l'égard de la qualité des débats sur les questions touchant aux politiques économiques.

Le renforcement des capacités : appuyer les voix africaines

Avec l'aide du CRDI et d'autres bailleurs de fonds, le Consortium pour la recherche économique en Afrique (AERC) a été établi dans les années 1980 dans le but d'apporter des solutions africaines aux problèmes causés par les politiques d'ajustement structurel sévères imposées par les institutions financières internationales. Aujourd'hui, cet organisme a but non lucratif, se place au premier rang des organismes de recherche en économie en

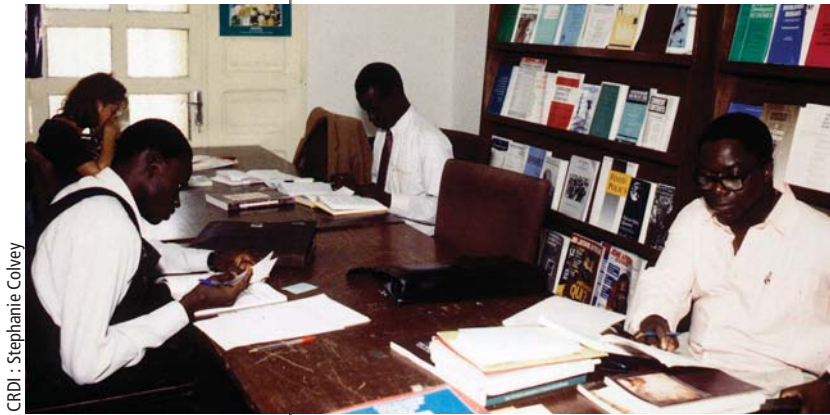


CRDI : Ramona Ramlochand

« Quand la démocratie bat de l'aile dans un pays, tout débat devient très partisan. Le CIES tente de fournir de l'information permettant aux responsables des politiques et à ceux qui façonnent l'opinion publique d'examiner les questions de manière plus impartiale. »

Carlos Eduardo Aramburú, ancien directeur général, CIES

LA RECHERCHE BIEN APPLIQUÉE



CRDI : Stephanie Colvey

Afrique. Il jouit d'une crédibilité bien établie et est en mesure de réunir des universitaires et des fonctionnaires de haut rang. En outre, il sait s'attaquer aux problèmes d'actualité : le Consortium a examiné récemment le rôle accru des « locomotives asiatiques » que sont la Chine et l'Inde dans l'économie de l'Afrique subsaharienne.

À l'instar des deux autres, le AERC appuie des activités de recherche axées sur les politiques, la diffusion des résultats et la constitution de réseaux. Il présente toutefois des différences importantes. Son champ d'activités n'est pas national, mais continental. Il dispose d'un soutien financier étendu, recevant des contributions de 12 bailleurs de fonds internationaux, dont le CRDI. Enfin, il s'attache à renforcer les capacités individuelles.

L'appui que le AERC accorde aux études supérieures en économie vise à favoriser l'essor de la prochaine génération d'universitaires et de conseillers en politiques africains. Le Consortium dirige des programmes coopératifs de maîtrise et de doctorat, grâce auxquels les étudiants africains n'ont plus à s'expatrier pour achever leurs études, et la fuite des cerveaux se trouve enrayée du fait que de meilleures possibilités de carrière sont offertes au personnel enseignant. Les centaines d'étudiants qui ont suivi ces programmes forment maintenant un noyau d'économistes influents. Mentionnons, entre autres éminents diplômés, Charles Soludo, gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, et Njuguna S. Ndung'u, gouverneur de la Banque centrale du Kenya qui a également été administrateur de programmes au bureau du CRDI à Nairobi.

Alors même que certains contestent le bien-fondé de l'aide étrangère accordée à l'Afrique,

le Consortium pour la recherche économique en Afrique constitue un exemple de réussite remarquable. Il poursuit sa croissance tout en manifestant un engagement exceptionnel sur le plan local. Non seulement ses publications, ses ateliers, ses séminaires et ses conférences sont-ils à la fine pointe de l'élaboration des politiques en Afrique, mais il sert aussi de modèle à l'établissement de réseaux de recherche similaires dans d'autres régions du monde.

Les enseignements tirés : adaptation et persévérance

S'il ne s'agit ici que de trois des nombreux réseaux de savoir financés par le CRDI, des enseignements précieux se dégagent néanmoins de leurs expériences respectives.

Premièrement, il n'existe pas de modèle uniformisé, applicable quel que soit le contexte, pour appuyer des recherches visant à influencer les politiques. Dans chacun de ces trois cas, le réseau a su adapter sa structure et sa démarche aux problèmes propres au contexte dans lequel il oeuvrait et, chaque fois, les résultats ont été probants.

En second lieu, il faut savoir que la patience porte ses fruits. Chacune de ces initiatives a reçu l'appui du CRDI et d'autres bailleurs de fonds pendant de nombreuses années et, à la longue, les efforts ont été récompensés. Elles ont réussi, et l'économie de chacun des trois pays en a grandement profité.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le
développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Tél. : 613-236-6163
Télé. : 613-238-7230
Courriel : info@crdi.ca

www.crdi.ca